

Christian Dupont : Un Germaniste en politique

Christian Dupont a entamé ses études à l'ULg en 1965. Il a choisi la section germanique de l'ULg (promotion 1970) en raison de sa réputation qui, en tout cas à l'époque, était meilleure que celle de Bruxelles et aussi parce qu'il a depuis toujours la passion des langues. Encore aujourd'hui, chaque fois qu'il se rend dans un pays étranger, il emporte des cassettes et essaie de parler espagnol, italien, ou encore arabe. *Le Journal de Babelg* a rencontré pour vous notre ministre de l'Enseignement obligatoire.

Votre formation de germaniste vous aide-t-elle dans votre métier de ministre ?

La force de travail, le fait d'avoir appris à apprendre m'aident beaucoup. À chaque fois qu'on change de ministère, c'est une remise en cause totale, on repart de zéro. En outre, les problématiques sont souvent complexes. L'esprit critique, la capacité de se remettre en question, l'ouverture d'esprit, l'esprit de synthèse aident. À l'université, on apprend en outre à se poser des problèmes et à les résoudre. De fait, je ne lâche pas facilement quand j'ai un problème devant moi.



Parlez-nous de vos années d'études, Monsieur le Ministre.

Je travaillais beaucoup, comme tous les germanistes à l'époque, mais j'étais plutôt un étudiant du fond de l'auditoire. Je n'ai jamais trop aimé être à l'avant. Même si on s'avait s'amuser sur le côté, je garde néanmoins le souvenir de longues études de travail. Je me suis davantage amusé après la fin de mes études.

Quant à Liège, j'ai adoré, et j'y suis d'ailleurs resté un an après mes études. Liège reste ma ville de cœur et j'en garde un excellent souvenir. C'est une ville que j'aime beaucoup et chaque fois que j'y retourne, je me sens

comme chez moi. Mes meilleurs amis sont liégeois et depuis la fin des années septante, nous nous voyons une à deux fois par an. On a gardé des liens très proches.

Pourquoi avez-vous choisi de devenir enseignant ?

Tout simplement la vocation. Ce qui me plaisait dans ce métier que je n'exerce plus depuis longtemps, c'est le contact avec les jeunes, la volonté de transmettre, l'impression qu'on peut changer les choses. C'est un très beau métier. J'ai une très bonne image des enseignants que j'ai côtoyés, y compris de mes instituteurs, qui étaient vraiment des maîtres pour moi et pour qui j'avais la plus grande admiration. On me dit souvent que les profs sont mal considérés. Je n'en suis pas si sûr. Quand j'étais bourgmestre, j'entendais des parents me dire « Madame m'a dit », « Monsieur m'a dit... » en parlant de l'instituteur de leur enfant. Parmi tous les métiers que j'ai exercés, c'est celui dans lequel j'ai eu le plus de considération. J'ai plein d'élèves qui me rencontrent dans la rue et pour eux, je suis leur ancien professeur et rien d'autre, et c'est très bien comme ça ! Avec eux, la relation est tout à fait naturelle, teintée de confiance, d'amour presque. Pendant bien longtemps, j'ai gardé toutes mes préparations de cours à portée de main en me disant qu'un jour je pourrais retourner à l'enseignement. Il y a quatre ou cinq ans, je les ai soigneusement rangées, mais je peux les retrouver !

Où avez-vous enseigné ?

Dès la fin de mes études, j'ai enseigné un an à l'institut technique d'Herstal. Pendant les vacances qui ont suivi cette année, vers la fin août, alors que j'étais prêt à reprendre une année de plus au même endroit, j'ai reçu un télégramme me désignant à l'athénée de Gosselies, tout près de chez moi. J'ai alors dû faire un choix douloureux, mais finalement ça s'est bien passé à Gosselies. Ensuite, je suis même revenu dans l'école où j'avais été élève, l'Athénée de Pont-à-Celles, où je suis resté jusqu'à la fin de ma carrière d'enseignant, en 1988.

À la fin de ma carrière d'enseignant, j'ai été animateur pédagogique mi-temps, fonction qui consistait à former des enseignants en collaboration avec l'inspection. Cette expérience m'a apporté énormément. Ce fut en quelque sorte ma deuxième université, car après avoir enseigné pendant une douzaine d'années, cela m'a permis de mener une réflexion sur le métier. C'est une expérience très enrichissante qui a vraiment ouvert mon horizon.

Comment s'est opérée la transition vers votre carrière politique ?

J'ai toujours été engagé, mais à l'instar de ma place dans les auditoriums, je ne voulais pas être devant, j'ai toujours détesté cela. J'ai donc laissé passer les élections communales de 1976 et de 1982. En 1983, toutefois, pour des raisons locales, on m'a dit « tu ne peux plus rester derrière, on a besoin de toi, il faut que tu t'engages ». J'ai alors passé quelques jours difficiles à me demander si j'allais faire le pas d'entrer dans ce monde qui m'est tellement étranger, et qui est tellement étranger au monde des élèves. En effet, les jeunes n'ont pas une très bonne opinion de la politique. Moi qui étais engagé et qui essayais de les sensibiliser à un certain nombre de problématiques, je me rendais bien compte de la connotation négative du terme « politique » chez les jeunes. Mais finalement, j'ai fait le pas et ils ne m'en ont jamais voulu. Pendant un temps, j'ai mené de front mon métier d'enseignant et la présidence de la locale socialiste. Je suis devenu conseiller provincial en 1987 lors de ma deuxième élection, puis j'ai été candidat à la commune et on a gagné les élections. Je suis devenu bourgmestre sans avoir été conseiller communal. Ce fut vraiment le grand saut ! C'est à ce moment-là que j'ai mis un terme à ma carrière d'enseignant.

Le fait d'avoir été enseignant constitue-t-il un avantage dans vos fonctions de ministre ?

En effet, tous les enseignants me disent "On voit bien que vous avez été enseignant". Il y a donc un certain nombre de choses qu'on me pardonne, que je peux dire ou faire parce que j'ai été enseignant et formateur d'enseignants. C'est effectivement une force. En outre, je n'ai pas cessé de m'occuper d'enseignement depuis le début de ma carrière politique. Quand je suis devenu député, je m'occupais principalement d'enseignement. Quand j'entends certains collègues au Parlement exagérer et dire n'importe quoi, et que je leur rétorque qu'ils sont à côté de la question, assez spontanément, ils doivent se dire « celui-là, il a été enseignant, il vaut mieux que je n'insiste pas ». Cela dit, je n'abuse pas de ma force.



Quel a été votre parcours politique ?

J'ai d'abord été ministre de la Communauté française en charge de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports. Lorsqu'on m'a appelé au gouvernement fédéral, j'y suis allé avec des pieds de plomb parce que je ne connaissais pas ce niveau de pouvoir et que j'étais parachuté dans un parlement où je n'avais pas été élu. Ce qui m'a beaucoup aidé, c'est ma connaissance du néerlandais. Autant j'apparaissais comme quelqu'un qui devait faire ses preuves, autant ma connaissance du néerlandais a été un sésame extraordinaire vis-à-vis de mes collègues néerlandophones, parlementaires et ministres. Celui qui ne connaît pas le néerlandais et devient ministre fédéral souffre énormément. En connaissant la langue de l'autre, même si on n'est pas d'accord, on a au moins parcouru la moitié du chemin. J'ai aussi découvert des compétences que je ne connaissais pas bien, telles que la politique d'asile, des immigrés, la politique sociale, la réforme Copernic. J'ai notamment été pendant trois mois ministre des pensions, ce qui a priori n'est pas très sexy, mais qui est en fait un ministère passionnant car les retraites constituent un enjeu majeur. Finalement, quand on m'a proposé de retourner à la Communauté française, je n'étais pas tellement enthousiaste, mais je l'ai fait car je pense que je peux apporter quelque chose. L'Enseignement obligatoire n'est certes pas le ministère auquel j'ai toujours rêvé mais en fin de compte c'est un très beau ministère.

Une meilleure connaissance des langues nationales résoudrait-elle beaucoup de problèmes ?

La connaissance des langues permet indubitablement de résoudre beaucoup de problèmes. Cela aide parce que l'autre voit que vous faites des efforts et il apprécie cela. Cependant, il faut savoir que l'on a affaire à deux opinions publiques très différentes. Le même accord peut être présenté comme

une victoire pour la Flandre par les journaux flamands et comme une victoire francophone par les journaux francophones.

Pourquoi avez-vous choisi le PS ?

Cela a toujours été évident pour moi. Je suis d'origine moyenne modeste et donc l'école représentait pour moi l'ascenseur social qui m'a permis de trouver le bon chemin. J'ai toujours été très sensible aux problèmes d'égalité mais surtout au problème de l'injustice. Je reste indigné par toutes les formes d'injustice. Mes parents, sans être militants, étaient conscients des réalités sociales.

Je pense très fort que nous sommes là pour changer la société et pour le faire autour de nous au quotidien dans notre sphère d'activité. L'homme tout seul dans un système mondialisé a beaucoup de difficultés à changer le monde. En revanche, dans sa sphère d'activité professionnelle, familiale ou personnelle, il le peut, et c'est même son devoir.

Quelle est la marge de manœuvre des ministres ?

Un ministre peut faire bouger des choses, mais uniquement tant qu'il est là. Il doit donc essayer de faire des choses qui resteront. Pour cela, il vaut mieux obtenir le consensus sur ce qu'il propose. Il a alors l'espoir que son action soit reprise par d'autres partis. Dans le champ politique, il n'y a pas que l'homme politique. Il est lui-même porté par des courants d'intellectuels. Regardez ce qui a le plus influencé le monde récemment: ce sont les grands mouvements d'idées comme le néolibéralisme qui a engendré Reagan, Thatcher, ou cette crise financière inattendue qui va faire évoluer le monde. Je crois en la force des idées. Quant à l'homme politique, il lui appartient de porter les bons combats, car ceux-ci pourront être repris par d'autres. Je ne ressens donc pas de frustration à l'idée de ne pas rester. De toute façon, il n'est pas très sain que les ministres s'incrument trop longuement ou que les majorités durent trop longtemps.

Entretien réalisé par Vincent Huart